Date de dépôt : 30 novembre 2016

Pétition Non à la fermeture des douanes!

Mesdames et Messieurs les députés,

Ce mardi 11 octobre 2016, le **conseiller d'Etat genevois Luc Barthassat** a confirmé sa volonté d'effectuer des « tests » pour prolonger les fermetures des douanes de Soral 2, Sézegnin, Certoux et Chancy, le matin, **jusqu'à 8h30** au lieu de 6h00.

Cette décision unilatérale a été prise sur la base d'une pétition de ces communes adressée au Conseil d'Etat genevois datant d'octobre... 2014 !!!

Cette expérimentation vise tout simplement à barrer la route aux 8000 frontaliers se rendant quotidiennement sur leurs lieux de travail.

Ces tests, qui pourraient aussi être étendus sur d'autres postes frontières, obligeront les travailleurs frontaliers à se rabattre vers la douane de Bardonnex. Cette décision entraînera alors une augmentation encore plus importante de la circulation sur un poste douanier déjà saturé par 56 000 véhicules/jour.

Il s'agit d'une réponse simpliste et caricaturale qui vise à pénaliser, une fois de plus, les transfrontaliers tant suisses que français. Après le péage pour entrer dans Genève, le refus des parkings sur France, l'augmentation des tarifs des transports en commun en zone frontalière, trop c'est trop!

La problématique des transports est sans aucun doute le point le plus sensible de notre région transfrontalière. La traiter d'une façon aussi cavalière, c'est faire preuve d'un manque total de respect et d'un mépris pour tous les transfrontaliers, français et suisses, qui chaque jour perdent des heures dans les transports pour que l'économie genevoise continue à prospérer.

Le Groupement transfrontalier européen est intervenu auprès des principaux responsables politiques français pour exprimer sa désapprobation P 2001 2/2

totale à ces « tests » qui pénalisent les frontaliers et a reçu une écoute et un soutien unanime.

Cette pétition est une première étape.

Nous demandons au Grand Conseil de renoncer à ces fermetures et de mener une véritable concertation en vue d'améliorer les transports dans notre région frontalière.

N.B. 2 signatures¹
Groupement transfrontalier européen
M. Michel Charrat, président
M. Fabrice Radigon, vice-président
50, rue de Genève
74100 Annemasse
France

Pour information, la pétition est en outre munie de 7729 signatures électroniques récoltées entre le 12 octobre et le 25 novembre 2016.